



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

25 septembre 2023

Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-

indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

IVG en danger

Il y a un an, la Cour suprême américaine a supprimé l'arrêt fédéral qui légalisait l'avortement sur tout le territoire. Dans certains pays d'Amérique latine, comme au Salvador, les femmes écopent de plusieurs dizaines d'années de prison pour avoir avorté. En Europe, le droit à l'interruption volontaire de grossesse recule, de la Pologne à la Hongrie. En Espagne ou en Italie, les médecins sont tellement nombreux à invoquer la « clause de conscience » pour refuser de pratiquer l'avortement, que les femmes sont très souvent obligées d'avorter à l'étranger. Et même en France, nombreuses sont celles qui se trouvent obligées d'aller avorter en Hollande, où l'IVG est possible jusqu'à 22 semaines, tant les délais sont longs pour obtenir un rendez-vous avec un praticien.

Quand ce ne sont pas les lois qui empêchent les femmes de disposer librement de leur corps, c'est le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public qui s'en charge. Le 28 septembre, nous serons dans la rue pour défendre le droit à l'IVG, et les moyens pour toutes de l'exercer.

Rendez-vous à Besançon à 17 h 30 place Pasteur

Un nouvel impôt... sur les malades ?

Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, n'en démord pas. Il veut aller vers le doublement de la franchise sur les médicaments et les consultations médicales. Il en coutera alors aux patients un euro par boîte de médicaments et deux euros par consultation. Le gouvernement, qui hésite encore tellement c'est gros, espère ainsi gratter 800 millions d'euros sur le dos des malades. À l'heure où l'inflation alimentaire annuelle dépasse les 20 %, cette mesure plongerait encore un peu plus dans la gêne, voire la misère, les plus démunis, en particulier les seniors aux petites retraites.

La bourse ou la vie, c'est leur philosophie

Derniers médicaments en date à manquer : des antibiotiques basiques comme l'amoxicilline. Des laboratoires ont promis aux autorités de santé de garantir des stocks, mais contre une augmentation des prix de 10 % ! La loi du profit qui régit les labos pharmaceutiques met notre santé en danger : ils ne veulent plus fabriquer des médicaments de base car ça ne leur rapporte pas assez. Ou bien rackettent l'assurance maladie et les malades avec des prix hallucinants de produits dont ils ont seuls le brevet. Le capitalisme ou notre santé, il faut choisir : la seule solution est d'exproprier ces monopoles, à commencer par Sanofi, et de mettre la production sous le contrôle des travailleurs.

Grand spectacle et hypocrisie

Le pape a donc terminé son voyage à Marseille après une messe-spectacle entouré de divers mitrés habillés de robes (mais pas d'abayas !) devant plusieurs milliers de personnes. Durant son séjour, il a tenu un discours favorable à l'accueil des migrants. Très bien. À ses côtés, Macron opine gravement du bonnet, mais se garde bien de changer de politique. Ça rappelle la tactique bien connue du gentil et du méchant flic dans les interrogatoires policiers : la compréhension et les paroles lénifiantes d'un côté, la brutalité et les coups de l'autre. Et au final, ce sont toujours les mêmes qui meurent en Méditerranée.

Mayotte a soif

À Mayotte, les habitants manquent toujours d'eau potable, malgré les 600 000 litres envoyés en grandes pompes par le gouvernement. Un jour sur trois, rien ne sort des robinets sur l'île. Une situation qui risque de se prolonger : les infrastructures pour acheminer l'eau n'ont jamais été rénovées et Mayotte ne possède même pas d'Office de l'eau, susceptible de recenser les besoins en eau et les ressources disponibles sur place. Encore un témoignage, s'il en fallait un, du mépris de l'État français vis-à-vis de ce qu'il considère comme les restes de son empire colonial.

Encore un peu de glyphosate ?

La Commission européenne se propose de prolonger l'autorisation du glyphosate pour les dix années à venir. Ce produit est le principe actif du Roundup, le pesticide fabriqué par Bayer-Monsanto. L'Organisation mondiale de la santé le tient pour « probable cancérigène » depuis 2015. Mais qu'importe, les profits rentrent dans les caisses, c'est bien le principal pour les politiciens européens. La santé des habitants, et en premier lieu des agriculteurs, passe loin derrière.

À Versailles, le resto des sans-cœur

Mercredi 20 septembre, un doux fumet se propageait dans la galerie des glaces du château de Versailles. À l'occasion de la visite du roi Charles III, 160 convives étaient invités à déguster homard et champagne, grands crus et macarons. Cette profusion de luxe donne plutôt envie de vomir quand on se rappelle l'appel à l'aide lancé par la fondation des restos du cœur il y a quelques jours, témoin de l'insécurité alimentaire qui touche de plus en plus de foyers.

Qu'ils s'appellent rois ou présidents, ces parasites vivent à nos crochets, il est grand temps de purger tout ça.